



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 29-2021-03-19-00006 DU 19 MARS 2021
D'INTERDICTION D'ACCÈS AUX DÉPENDANCES DU
DOMAINE PUBLIC MARITIME, EN APPLICATION DE L'ARRÊTÉ
MINISTÉRIEL DU 23 DÉCEMBRE 2004, INSTITUANT UNE ZONE
DE PROTECTION DE BIOTOPE DE L'ÎLE AUX MOUTONS (MOELEZ)
ET DES ÎLOTS ENEZ AR RAZED ET PENNEG ERN,
COMMUNE DE FOUESNANT

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'Honneur

- VU** la convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe du 19 septembre 1979 et notamment son annexe II listant les espèces de faune strictement protégées ;
- VU** la convention de Bonn sur la conservation des espèces migratrices du 13 juin 1979 et notamment son annexe II ;
- VU** la directive du parlement et du conseil de la communauté européenne n° 2009/147/CE du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages ;
- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L.321-9, L.411-1 ;
- VU** l'arrêté interministériel du 29 octobre 2009 modifié fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- VU** l'arrêté du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et de la Ruralité du 23 décembre 2004 portant création d'une zone de protection de biotope sur le domaine public maritime de l'île aux Moutons (Moelez) et des îlots Enez ar Razed et Penneg Ern au large de la commune de Fouesnant ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°99-1027 du 3 juin 1999 portant création d'une zone de protection de biotope de l'île aux Moutons (Moelez) sur la commune de Fouesnant ;
- VU** l'arrêté municipal n°2020AT-138 du 3 juin 2020 du maire de Fouesnant interdisant notamment et temporairement l'accès à l'île aux Moutons et ses îlots satellitaires ;
- VU** l'autorisation spéciale délivrée conformément à l'article R 341-10 du code de l'environnement le 17/03/2021 par le préfet du Finistère pour l'installation de panneaux d'information du public relatifs à la nouvelle réglementation de protection de l'avifaune nicheuse ;
- VU** les rapports portant recommandations et propositions établis par Bretagne Vivante en date des 29 mai 2020 et 14 octobre 2020;
- VU** le rapport d'activités 2020 de la réserve ornithologique de l'île aux Moutons en date de décembre 2020 ;
- VU** la demande du président de la Communauté de Communes du Pays Fouesnantais et du comité de pilotage des sites Natura 2000 de l'Archipel des Glénan en date du 17 décembre 2020 ;
- VU** l'avis de la Société civile immobilière « Ar Moelez » en date du 11 février 2021;
- VU** l'avis du maire de Fouesnant en date du 23 février 2021 ;
- VU** l'avis du Conservatoire du littoral en date du 23 février 2021;
- VU** l'absence d'observation recueillie lors de la procédure de la participation du public aux décisions ayant une

incidence sur l'environnement qui s'est déroulée du 26 février 2021 au 18 mars 2021 ;

CONSIDÉRANT que l'île aux Moutons constitue un lieu d'importance nationale pour la reproduction des colonies de sternes de Dougall et Caugek, espèces particulièrement sensibles aux dérangements pendant leur période de nidification, provoquant l'échec de leur reproduction ;

CONSIDÉRANT qu'une zone de protection de biotope a été arrêtée sur l'île aux Moutons et ses îlots afin de garantir la conservation du biotope nécessaire à l'alimentation, à la reproduction, au repos et à la survie de la sterne Caugek (*Thalasseus sandvicensis*), de la sterne Pierregarin (*Sterna hirundo*), de la sterne de Dougall (*Sterna dougalli*), espèces protégées au niveau national, prioritaires et toutes inscrites à l'annexe I de la directive « oiseaux », ainsi que du gravelot à collier interrompu (*Charadrius alexandrinus*) protégé au niveau national ;

CONSIDÉRANT qu'en application des mesures sanitaires prises dans le cadre de l'épidémie de la Covid 19, et notamment l'arrêté municipal du 3 juin 2020 susvisé, le territoire de l'île aux Moutons n'a pas été fréquenté ;

CONSIDÉRANT l'installation durant cette période de sternes, au-delà des sites habituellement fréquentés, notamment sur les sentiers et proche de la cale d'accès, ainsi que l'établissement de nids de couples de gravelots à collier interrompu sur l'estran des îlots ;

CONSIDÉRANT que le bilan des suivis des limicoles nicheurs sur l'archipel des Glénan et de la colonie de Sternes des Moutons en 2020 confirme ces effets, et notamment les effets dynamiques de l'arrêté municipal du 3 juin 2020 susvisé sur la croissance des populations d'oiseaux concernées pour la période du 3 juin au 31 août 2020 ;

CONSIDÉRANT le bilan positif de l'absence de fréquentation humaine de l'île aux Moutons sur la colonie de sternes, les gravelots à collier interrompu et les huîtres pie du secteur ;

CONSIDÉRANT que l'article 4 de l'arrêté ministériel 23 décembre 2004 susvisé permet au préfet de définir une zone interdite d'accès et de circulation des personnes entre le 1er avril et le 31 août sur le domaine public maritime, jusqu'à la laisse de basse mer de coefficient 120 ;

CONSIDÉRANT les propositions de Bretagne Vivante, dans ses rapports établis les 29 mai 2020, 14 octobre 2020 et de décembre 2020 consistant en l'interdiction d'accès à la cale et à l'estran de l'ensemble de l'île aux Moutons et de ses dépendances ;

CONSIDÉRANT la nécessité pédagogique d'une uniformité des mesures de protection de l'avifaune sur le territoire de l'archipel des Glénan et de l'île aux Moutons ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : L'accès et la circulation des personnes sont interdits, du 1er avril jusqu'au 31 août de chaque année, sur l'estran de la zone définie à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2004 susvisé et figurant sur la carte en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Les interdictions mentionnées à l'article 1 ne s'appliquent pas aux agents en mission de service public ou intervenant dans le cadre de la sécurité publique ou du contrôle, ni aux personnes chargées la surveillance du site et des suivis scientifiques. De même, cette interdiction ne s'applique pas aux propriétaires et ayants droit.

ARTICLE 3 : Des panneaux peuvent être implantés au sein de la zone de protection de biotope informant des présentes dispositions. Une surveillance régulière est assurée par l'association Bretagne Vivante, gestionnaire du site. Un bilan du suivi des espèces et des sites de nidification est établi annuellement par le gestionnaire, transmis à la structure animatrice du site Natura 2000 et au préfet de département.

ARTICLE 4 : Les infractions au présent arrêté seront punies des peines prévues aux articles R.415-1, L.415-3 et L.173-7 du code de l'environnement.

ARTICLE 5 : Les interdictions édictées par le présent arrêté sont établies pour les années 2021 et 2022. Leur reconduction sera considérée en fonction des résultats des suivis ornithologiques et des évaluations.

ARTICLE 6 : Le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication par les tiers intéressés :

- d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère ou hiérarchique auprès du ministre compétent ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception par l'autorité administrative vaut décision implicite de rejet ; la décision rejetant ce recours peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes, selon les voies citées ci-dessous, dans un délai de deux mois à compter de la réception d'une décision expresse ou de la date à laquelle naît une décision implicite ;
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr>

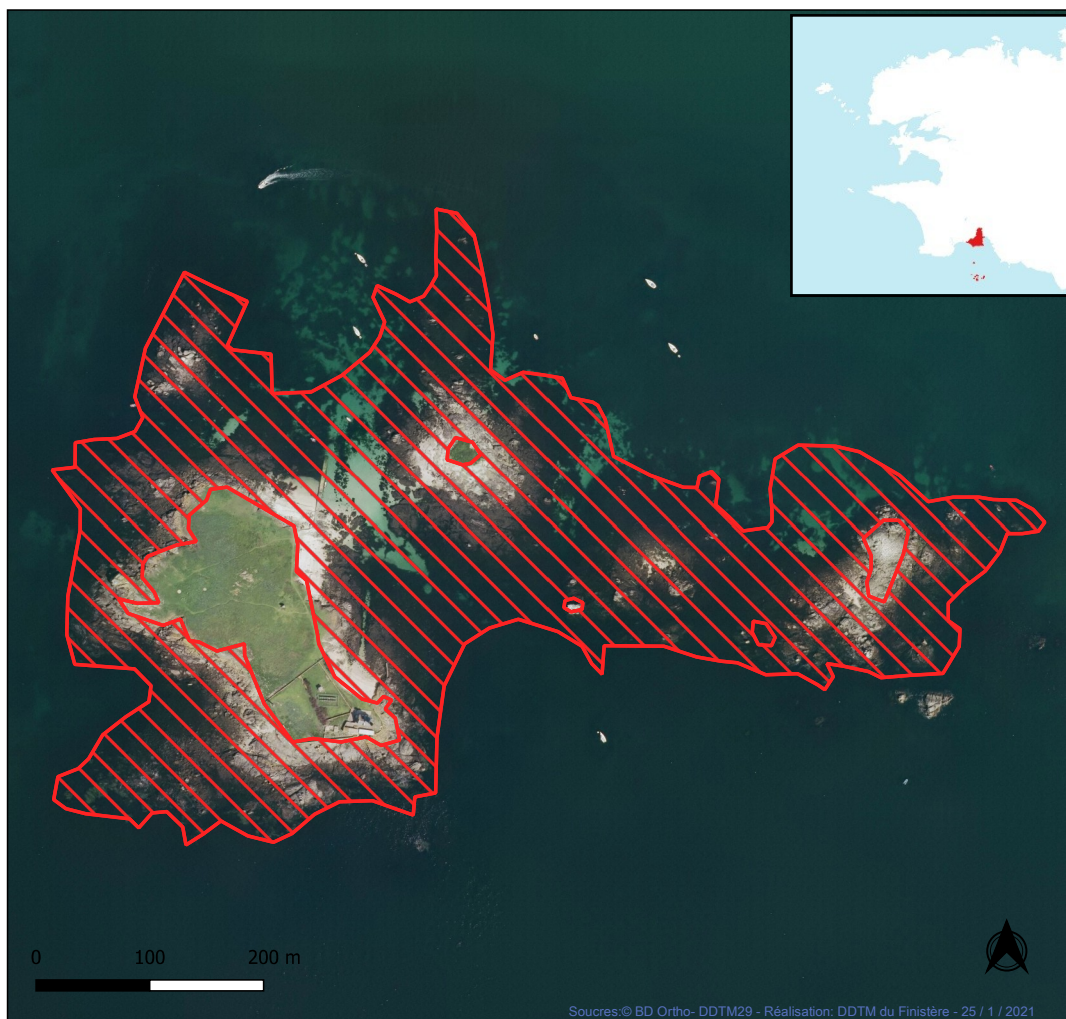
ARTICLE 7 : Le présent arrêté fait l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère. Il est consultable avec son annexe à la direction départementale des territoires et de la mer. En outre, cet arrêté est publié par voie d'affichage durant 15 jours en mairie; le maire envoie certificat de l'affichage au préfet à l'issue de ce délai.

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le président de la Communauté de communes du pays fouesnantais et le maire de Fouesnant, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,

signé

Philippe MAHE



Soucrés:© BD Ortho- DDTM29 - Réalisation: DDTM du Finistère - 25 / 1 / 2021





**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale
des territoires et de la mer
du Finistère

ENVIRONNEMENT MARITIME

**Annexe à l'arrêté préfectoral
d'interdiction d'accès aux
dépendances du domaine
public maritime en
application de l'arrêté
ministériel du 23 décembre
2004 instituant une zone de
protection de biotope de l'île
aux Moutons et de ses îlots
aux Glénan**

-  zone de protection de biotope
arrêté ministériel du 23 décembre 2004
-  accès et circulation des personnes sur
l'estran interdits du 1er avril au 15 août